

APPEL DES ELUS
Pour une politique d'accueil et d'accès aux droits
en direction des Rroms d'Europe de l'Est installés en France

Nous, élu-e-s, dans la diversité de nos mandats, dans la pluralité de nos appartenances politiques, avons été, à des niveaux divers, confrontés au défi que représente l'installation de Rroms d'Europe de l'Est sur nos territoires.

Face à la détresse humaine vécue par les Rroms nous refusons l'inaction et l'indifférence, qui nous sont présentées comme autant de fatalités. Nous refusons qu'une telle indignité soit faite à l'être humain et avons décidé de ne plus en être spectateurs. Attachés à la construction Européenne nous ne pouvons la concevoir sans un développement de tous ses territoires, de toutes ses populations et sans une volonté politique affirmée de lutter contre les discriminations. En Roumanie, en Bulgarie, dans les pays d'Ex-Yougoslavie comme ici, en France, les Rroms sont victimes de ces discriminations. Notre expérience nous montre qu'à toutes les échelles, de la commune à l'Union Européenne, nous pouvons contribuer à des avancées concrètes dans le sens d'un accueil digne sur nos territoires, qui peuvent être couplées à des actions de coopération décentralisée visant à améliorer les conditions de vie dans les régions d'origine.

A notre niveau, avec nos moyens, nous agissons ou nous engageons à agir. Ces actions, bien souvent, nous avons dû les inventer, les improviser, avec une expérience limitée de nos services, dans une grande solitude, sans assurance d'avoir les moyens de les mener et bien trop souvent sans le soutien de l'Etat. Aussi **nous souhaitons promouvoir aujourd'hui, en s'associant au sein d'un collectif d'élus, un partage et une mutualisation de ces expériences locales qui démontrent chacune à leur manière qu'une politique alternative aux expulsions sans relogement est possible. A l'Etat d'en prendre également sa part.**

Citoyens de l'Union Européenne et pourtant privés du droit au travail par l'instauration en France de dispositions liées au régime transitoire, les Rroms Bulgares et Roumains ne peuvent pas s'intégrer par le travail. Cette situation, contraire à l'idée européenne, est génératrice d'injustices mais alimente également l'irrégularité de leur présence en France et, par voie de conséquence, leur misère. Si les traités d'adhésion autorisent temporairement que des limitations soient posées à leur accès au marché de l'emploi, il appartient à l'Etat d'y mettre fin. La volonté politique doit y être. Elle y sera si, ensemble, nous agissons dans ce sens. C'est pourquoi **nous demandons à l'Etat la fin du régime transitoire qui prive les Roumains et Bulgares de l'accès au travail et fait d'eux des européens de seconde zone.**

Je me joins aux déclarations et aux revendications exprimées dans cet appel : Oui Non

Je souhaite être associé aux échanges de ce collectif d'élus et invité aux prochaines réunions :
Oui Non

Prénom :

NOM :

Mandat(s) :

Adresse mail :

Téléphone :

Adresse postale :